

Après les élections européennes : la tentation d'une pause dans la transition ?

Patrice Geoffron*

Le message qui est sorti des urnes européennes exprime une progression des partis populistes. Ces formations, souvent sceptiques vis-à-vis des sciences du climat et des nécessités de politiques environnementales, ont réussi à capitaliser sur le mécontentement de certaines franges de la population. La polarisation accrue des opinions sur les questions environnementales laisse à craindre un « *backlash* » ou, *a minima*, plus de confusion dans les politiques de transition (dans un contexte de montée des dettes publiques dans l'UE).

Les données d'Eurostat sur la précarité énergétique fournissent un éclairage sur ces tensions : un ménage sur dix rencontre des difficultés pour couvrir les dépenses énergétiques du foyer (soit 3 % de plus qu'en 2021, avant le début du choc énergétique). Dans certains pays, la proportion avoisine les 20 % (Bulgarie, Chypre, Grèce...). Cette dégradation offre un espace pour des propositions très sommaires (baisse des prix via une réduction des taxes énergétiques) ou pour la focalisation sur les équipements iconiques (éoliennes, véhicules électriques...) afin de dénoncer le rythme de la transition.

Face au doute, force est de constater que l'UE a mieux installé dans le débat les impératifs du « *Green* », qu'elle n'a concrétisé la puissance du « *Deal* » (c'est-à-dire les bénéfices des efforts de décarbonation pour les Européens), laissant s'installer un discours simpliste sur « l'écologie punitive ». Mais un pas de recul révèle les lignes de force : si le débat sur les modalités de la transition et le partage des charges associées est légitime, le maintien du cap et du rythme est impératif pour l'UE.

* Université Paris-Dauphine PSL.

Tout d'abord parce que la guerre en Ukraine a ramené à l'avant-scène les menaces sur la sécurité d'approvisionnement. Dans l'UE, 90 % des fossiles sont importés, avec la persistance de risques géopolitiques, même après la rupture avec la Russie : les importations de pétrole resteront sous menace d'embrasements au Moyen-Orient et, désormais, ce sont non seulement des flux de brut qui doivent s'extraire du détroit d'Ormuz, mais également de gaz (en provenance du Qatar, en volumes accrus). Et, dans quelques mois peut-être, dépendre d'un gaz vendu par des États-Unis à nouveau présidés par Donald Trump n'est pas une perspective propice à la sérénité.

Par ailleurs, le choc de la crise a certes poussé au premier rang les préoccupations liées au pouvoir d'achat (en 2022, 100 % des pays du monde avaient une inflation supérieure à 6 %...). Mais la réalité du changement climatique est bien là, les événements extrêmes s'imposant dans le quotidien (inondations, sécheresses, canicules, incendies...) et interdisant un *statu quo* durable. Par exemple, près de 50 % du territoire de l'Hexagone (qui ne fait pas exception), est menacé par le « retrait-gonflement des argiles », avec un risque patrimonial majeur sur l'habitat.

Pour mémoire, les boucliers et amortisseurs mis en place à partir de la fin 2021 ont coûté 700 milliards d'euros, effort qui ne pourrait sans doute pas être renouvelé. Pour éviter que les Européens votent à l'encontre de leurs intérêts, il faut d'abord démontrer que la transition produit aussi des bénéfices directs : amélioration thermique de l'habitat, offre étendue de modalités de transports du quotidien, réduction des pollutions de l'air et de l'eau... Et il faut que les mécanismes

à l'œuvre dans le *Green Deal* gagnent en fluidité : le rapport d'Enrico Letta (publié en 2024) souligne les limites du modèle énergétique européen, dont les signaux d'investissement restent largement du ressort des gouvernements, sans coordination efficace, et soumis à des coûts administratifs élevés. Cette situation entrave l'UE dans la concurrence avec la Chine et les États-Unis, qui pratiquent des politiques industrielles débridées.

Au total, les électeurs européens ont peut-être exprimé plus d'attentes de résultats observables que de défiance à l'égard du *Green Deal* en juin 2024.

BIOGRAPHIE

PATRICE GEOFFRON est professeur à l'Université Paris-Dauphine, dont il a été président intérimaire (2020) et vice-président international. Il a également dirigé, à sa création, le Laboratoire d'Économie de Dauphine (LEDa). Il pilote actuellement l'équipe énergie-climat de Dauphine qui anime plusieurs chaires de recherche (Économie du Climat, Économie du Gaz, Marchés européens de l'Électricité). Entre autres responsabilités, il est membre du conseil scientifique du CEA, d'ENGIE et de la CRE, ainsi que du Cercle des économistes.